

---

## Points clés

- Le dialogue entre la Russie et les États-Unis sur les armes nucléaires doit reprendre ; il pourrait contribuer à la désescalade des tensions entre la Russie et l'Occident.

- La Russie réfléchit à la création de compagnies militaires privées : le développement des « guerres hybrides » crée de nouveaux besoins auxquels les structures officielles ne peuvent pas répondre efficacement.

---

## Doctrine / concepts

Le directeur du Centre de sécurité de l'IMEMO (Institut de l'Économie mondiale et des relations internationales) A. Arbatov estime qu'il est **nécessaire de renouveler le dialogue entre la Russie et les États-Unis sur les armes nucléaires en anticipant la période d'après 2020**, lorsque les Américains lanceront un vaste programme de modernisation de leurs forces stratégiques. Il est important de s'entendre en amont pour ne pas leur « laisser les mains complètement libres », maintenir la parité et s'assurer d'une compréhension mutuelle de ce qu'implique la dissuasion nucléaire. Aujourd'hui, on constate des divergences notables entre Moscou et Washington sur la notion de stabilité stratégique. Ainsi, en Russie, beaucoup pensent qu'il aurait été justifié de recourir à l'arme nucléaire pour défendre la Crimée. Le renouvellement du dialogue sur les armes nucléaires après une pause de cinq ans (entrée en vigueur du traité New Start) pourrait contribuer à la désescalade des tensions entre la Russie et l'Occident ([Nezavisimoe Voennoe Obozrenie](#), 12 février 2016).

## Armées et modernisation de l'outil de défense

Selon l'expert militaire K. Sivkov, **la Russie a besoin de compagnies militaires privées (CMP) : le développement des « guerres hybrides » crée de nouveaux besoins auxquels les structures officielles ne peuvent pas répondre efficacement**. Fin janvier, la Douma a organisé une table ronde autour d'une nouvelle législation qui permettra de créer des CMP. Cette proposition de loi distingue les activités de protection ou de sécurité (*okbrannaya*) des activités militaires, mais les deux relèvent du domaine de l'entrepreneuriat. Les discussions autour de la loi portent sur une meilleure séparation de ces deux activités et sur la nécessité d'améliorer les mécanismes de contrôle ([Svobodnaya Pressa](#), 4 février 2016).

## Contexte stratégique

Selon V. Avatkov, directeur du Centre d'études orientales du MGIMO, **la probabilité d'un conflit armé entre la Russie et la Turquie est très forte**. Ankara a plusieurs options pour agir (envoyer des troupes en Syrie dans le cadre d'une coalition ou fournir davantage d'aide à l'opposition radicale syrienne). Pour le général-major A. Kostyukhin, « si la Turquie frappe les forces russes en Syrie, la Russie peut réagir en Syrie. En revanche, l'armée régulière syrienne, en réponse aux actions de la Turquie, peut entrer en territoire turc ». V. Nadein-Rayevsky, de l'IMEMO, s'interroge sur la capacité réelle des Turcs à sécuriser une couverture aérienne dans le cas d'une opération terrestre en Syrie ([Russia Direct](#), 8 février 2016).

La mise en état d'alerte maximum des troupes dans le District militaire du Sud depuis la fin 2015 envoie un « signal » à la Turquie montrant que la Russie est capable de défendre ses marches méridionales. Selon l'expert militaire

---

## Points clés

- Les relations avec la Turquie sont aujourd'hui le principal nœud de tensions entre la Russie et l'OTAN, alors qu'un conflit armé entre la Russie et la Turquie n'est pas à exclure. L'Ukraine semble marginalisée par rapport à ce dossier.
  - L'OTAN est perçue comme une alliance faible : un conflit entre certains de ses membres (Turquie-Etats-Unis) serait même possible.
  - La Russie livrera des armes à l'Iran sur la base d'accords bilatéraux.
- 

V. Mourakhovski, il est peu probable qu'elle s'accompagne d'une concentration des troupes à la frontière de l'Ukraine, comme l'Occident le craint. **L'Ukraine est désormais insignifiante, le vrai problème est la Turquie** ([Gazeta.ru](#), 8 février 2016).

L'OTAN est perçue par certains milieux militaires russes comme une organisation traversant une crise profonde et qui cherche à masquer son impuissance en investissant dans des outils de guerre non conventionnelle (hybride). Selon le directeur adjoint de l'Institut d'analyse politique et militaire, A. Khramtchikhine, les dépenses de l'Alliance sont essentiellement consacrées aux frais de personnel et aux achats d'équipements. Les armées européennes ne sont pas capables de mener une guerre : l'OTAN se réduit à l'armée américaine et dans une moindre mesure à l'armée turque. L'idée de défense collective qui fonde l'Alliance est en faillite : personne ne veut prendre la responsabilité d'entrer en guerre. **Sur le plan politique, un conflit est possible au sein de l'Alliance, notamment entre la Turquie et les États-Unis. Cela peut conduire à une situation semblable à la crise de Suez en 1956**, quand les Américains ont agi contre leurs alliés (Grande-Bretagne, France, Israël) et se sont provisoirement retrouvés du même côté que l'URSS ([Svobodnaya Pressa](#), 10 février 2016).

S. Pritchine, expert au Centre de recherches sur l'Asie centrale et le Caucase (Académie des sciences), revient sur **les enjeux entre les pays bordant la mer Caspienne dans le nouveau contexte international et stratégique**. Les tensions se sont accentuées après l'utilisation par la Russie, les 7 octobre et 20 novembre 2015, de l'espace aérien et maritime de la région pour lancer des missiles sur la Syrie. Ces opérations ont suscité des inquiétudes de la part des autres pays de la région et pourraient accélérer la recherche de mécanismes efficaces de coordination et de coopération dans le domaine de la sécurité régionale ([Rossiya v globalnoy politike](#), 15 janvier 2015).

Pour le Directeur du département de la non-prolifération et du contrôle des armements au ministère russe des Affaires étrangères, M. Oulianov, **depuis la levée du régime des sanctions, rien n'interdit la coopération militaire et technique avec l'Iran**. Si la vente de certaines armes requiert une autorisation préalable du Conseil de Sécurité (CS) de l'ONU (chars, blindés, systèmes d'artillerie de gros calibre, bateaux, avions et hélicoptères militaires, missiles et systèmes de missiles), d'autres types d'armements n'ont pas besoin de cette approbation et peuvent se faire sur la base d'accords bilatéraux. Les restrictions peuvent être levées avant octobre 2020 si l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) valide le caractère exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien (« conclusion élargie »). Or, les critères conduisant à une telle conclusion ne sont pas clairement définis et peuvent donc conduire à des décisions subjectives. Cette situation doit être corrigée et des critères techniques pour la « conclusion élargie » de l'AIEA doivent être rapidement élaborés. M. Oulianov évoque également la nécessité d'étendre le mandat du Mécanisme d'enquête conjoint entre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et l'ONU au-delà du territoire syrien (vers l'Irak) et rappelle les lacunes du régime établi par la Convention sur l'interdiction des armes biologiques. La Russie préconise la signature d'un Protocole additionnel juridiquement contraignant pour cette Convention ([RIA Novosti](#), 10 février 2016).

## Russie / Occident

Selon le correspondant de la revue *Expert*, G. Mirzayan, **pour éviter tout conflit avec la Russie, les États-Unis doivent remplir trois conditions : respecter**

---

## Points clés

● Pour la plupart des observateurs, le retour aux mécanismes de coopération Russie-UE d'avant la crise n'est plus possible. Deux approches sont discutées : inscrire les relations Russie-UE dans un cadre plus large (la Grande Eurasie) ou créer des régimes de coopération pragmatiques relevant d'intérêts mutuels.

● Si la crise syrienne a obligé la Russie et les États-Unis à renouer le dialogue, la reprise de leurs relations passera par le règlement du dossier ukrainien.

---

**les intérêts russes dans l'espace post-soviétique, s'engager à ne pas élargir l'OTAN à l'Est et intégrer la Russie dans le système de sécurité régionale** auquel elle est prête à contribuer activement. ([Expert](#), 5 février 2016).

Un grand nombre d'analystes se réfèrent à la Conférence de Munich sur la sécurité et aux propos qu'y a tenus D. Medvedev sur la « nouvelle guerre froide » entre la Russie et les pays occidentaux. Pour N. Zlobine, directeur du *Center on Global Interests* (Washington), l'expression « guerre froide » employée par Medvedev est « creuse » ; **il faut plutôt y voir un message adressé à la scène intérieure russe afin de justifier une ligne politique dure** ([Gazeta.ru](#), 13 février 2016).

Pour L. Rechetnikov, directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques (RISI, proche du SVR et de l'administration présidentielle), les actions russes suscitent la fureur de l'Occident pour plusieurs raisons. L'Occident n'a pas anticipé les nouvelles capacités des forces armées russes, qui entravent l'action occidentale sur plusieurs théâtres. Par ailleurs, la Russie n'est pas seulement un concurrent dans les domaines militaire et économique. **Elle propose au monde « une alternative civilisationnelle »**, qui trouve un large écho dans un certain nombre de pays où la Russie est désormais perçue comme une « faiseuse de paix » (*mirotvorets*) et « le meilleur garant de la justice » ([Argumenty i Fakty](#), 3 février 2016).

Pour N. Boubnova, de l'IMEMO, **les opérations militaires russes en Syrie ont permis de renouer le dialogue entre la Russie et l'Occident, mais ne permettront pas une amélioration réelle et durable des relations**. Celle-ci ne sera possible que par la résolution de la crise ukrainienne, qui constitue la condition *sine qua non* à une éventuelle détente ([International Trends](#), octobre-décembre 2015).

F. Loukianov (rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs*) estime que la Russie et l'UE doivent dès maintenant réfléchir à l'« après-sanctions ». Un retour au modèle d'avant-conflit n'est plus possible : la Russie n'est plus intéressée par l'« Europe commune », et l'Europe, fatiguée par son expansion, doit gérer plusieurs problèmes internes. Il n'y aura pas de « partenariat stratégique » ni d'accord Russie-UE ambitieux : les relations seront centrées sur quelques domaines spécifiques, comme l'énergie. **Le cadre pertinent pour les discussions n'est plus celui de la « grande Europe », mais de la « Grande Eurasie »**. La seule façon d'aborder les questions entre Moscou et Bruxelles est de les inscrire dans le dialogue Chine-UE-Union eurasiatique. Cela permettra aussi de prévenir les conflits dans les pays de la CEI ([Gazeta.ru](#), 28 janvier 2016).

## Ukraine / Processus de Minsk

V. Gorbouline, directeur de l'Institut national des recherches stratégiques et conseiller du président ukrainien, estime que **le processus de Minsk doit évoluer**. Ce processus a été imposé à l'Ukraine dans un contexte de guerre, sous la pression militaire de la Russie et les pressions politiques et financières des pays occidentaux. Or, dans le contexte actuel, il n'est plus utile de « céder à l'agresseur » (la Russie), qui est entré dans une période de crise économique et politique. Le processus de Minsk doit être repensé : 1) L'objet des discussions doit être modifié. Les questions de politique intérieure ukrainienne doivent être exclues des négociations de Minsk pour ne se concentrer que sur les aspects de politique extérieure, militaire et humanitaire ; 2) Il faut élargir le format des négociations et y inclure les États-Unis, la Pologne, la Roumanie, la Turquie. Cela « diluerait le diktat » de la Russie et donnerait à l'Ukraine davantage de marge de manœuvre diplomatique ; 3) Ces négociations doivent concerner la réorganisation

---

## Points clés

- La partie ukrainienne semble vouloir faire évoluer le format de Minsk. Une reprise des hostilités n'est pas exclue à moyen terme dans certains milieux ukrainiens.
  - Un rapport russe considère comme probable le scénario du conflit gelé dans l'Est de l'Ukraine
- 

politique de l'ensemble de l'espace post-soviétique et tous ses conflits gelés, y compris la Crimée ; 4) Les négociations doivent associer des représentants pro-ukrainiens du Donbass. Les accords de Minsk sont « compromis moralement », mais n'ont pas épuisé leur potentiel diplomatique ; ils ne mettront pas fin au conflit, mais permettent à l'Ukraine de « gagner du temps et d'accumuler des forces ». Le conseiller estime que le potentiel des moyens diplomatiques pour régler le conflit s'épuisera au bout de deux-trois ans et n'exclut pas un nouveau recours à la force à moyen terme. En attendant, **le processus de négociations pourrait être scindé en deux volets : un volet opérationnel qui ne traiterait que de questions purement « fonctionnelles »** (échanges d'otages, respect du cessez-le-feu, aide humanitaire et économique, déminage, etc.) et un volet **politique qui serait négocié dans une capitale européenne et inclurait la question de la Crimée.** ([Zerkalo Nedeli](#), Ukraine, 12 février 2016).

Le rapport analytique sur le processus de Minsk du Centre de Conjoncture politique (dirigé par A. Tcheshnakov, proche de V. Sourkov) passe en revue les différents scénarios pour l'Est de l'Ukraine. Compte tenu de la dynamique globalement négative, **le modèle de la Transnistrie, à savoir le gel du conflit pour plusieurs années ou décennies, serait le scénario le plus probable.** Il n'est dans l'intérêt d'aucune des parties, mais présente l'avantage d'écarter la perspective d'une reprise des combats. Dans ce scénario, Kiev et le Donbass adopteront des systèmes politiques différents et à terme se posera la question d'une « réintégration pacifique » de l'Est de l'Ukraine. Même s'il n'est pas exclu, **le scénario d'une reprise des combats présenterait un coût politique et militaire trop élevé,** notamment pour la Russie qui courait le risque d'un renforcement des sanctions. Il n'y a quasiment aucune chance que le conflit soit réglé dans les délais impartis : le format de Minsk peut être conservé comme cadre pour les négociations, mais devra évoluer, à commencer par son calendrier (rapport du [Centre de conjoncture politique](#), 11 février 2016).

## Moyen-Orient

Pour F. Loukianov, **la situation actuelle en Syrie rappelle celle de l'Ukraine à la veille du lancement du processus de Minsk.** L'escalade militaire sur le terrain syrien permet de renforcer les positions pour les négociations à venir. Le véritable processus politique démarrera lorsqu'il ne sera plus possible de changer le rapport de force par la voie militaire. L'objectif des négociations sur la Syrie doit être revu : à ce stade, les discussions sur la future organisation de la Syrie n'ont aucun sens, l'objectif doit être la mise en œuvre d'un cessez-le-feu durable. Il faut d'abord « fixer la situation » avant de parler de la gestion future du pays, comme ce fut le cas pour les Accords de Minsk ([Rossijskaya Gazeta](#), 9 février 2016).

La lutte contre l'État islamique et les rebelles syriens menée par la Russie aux côtés des chiïtes et le conflit avec la Turquie nourrissent le fantasme d'une Russie ennemie des sunnites. Pour A. Malachenko, du Centre Carnegie de Moscou, **le partenariat entre la Russie et l'Iran est réel, mais reste essentiellement tactique. Quant à l'« alliance russo-chiïte », elle est une vue de l'esprit.** Depuis l'époque soviétique, le Kremlin ne fait pas de distinction entre les deux branches de l'islam. La politique russe dans la région, comme celle de l'URSS, reste guidée par des motifs politiques et non pas religieux. V. Poutine s'est défendu publiquement d'utiliser les contradictions entre les deux camps. Moscou a même essayé de « casser son image pro-chiïte » en janvier dernier en proposant, en vain, sa médiation dans le conflit opposant l'Arabie saoudite à l'Iran. La Russie ne doit pas se laisser entraîner dans le conflit entre les sunnites et les chiïtes, car cela affaiblirait son autorité dans le monde musulman, qu'elle tente de consolider

---

## Points clés

- Il y aurait des parallèles entre le comportement russe dans les conflits à l'Est de l'Ukraine et en Syrie. L'escalade militaire sur le terrain (Debaltseve/Alep) permet d'être en position de force pour entamer les négociations politiques.
  - Si l'« alliance russo-chiïte » n'est qu'un fantasme, la Russie risque de payer chère cette perception au Moyen-Orient.
- 

depuis dix ans. Or, le facteur religieux peut devenir un élément prépondérant pour l'Iran (dans le cas d'un scénario d'une Syrie morcelée en plusieurs parties dont un réduit alaouite avec Assad à sa tête) ([Vedomosti](#), 27 janvier 2016).

Pour l'ancien ministre des Affaires étrangères I. Ivanov, les problèmes actuels du Moyen-Orient sont les conséquences de la « crise structurelle du système de sécurité » et de la faillite des États dans la région. Pour éviter la transformation de la région en « terrain de confrontation entre les superpuissances régionales » et son partage en sphères d'influence, l'expérience européenne du processus d'Helsinki peut être utile. Le nouveau système de sécurité dans la région doit avoir un « caractère inclusif » et associer tous les États, y compris Israël et la Turquie. Il faut éviter la création d'une « OTAN arabe », qui reproduirait le modèle de la guerre froide dans la région. Le nouveau système doit aussi être « intégral » et traiter des sujets militaires, politiques, énergétiques, confessionnels et humanitaires. **Le modèle des « trois paniers » (sécurité, économie et coopération humanitaire), qui a servi de base au processus d'Helsinki en Europe, pourrait être appliqué à la région** ([Nezavisimaya Gazeta](#), 1 février 2016).

## Terrorisme / Djihadisme

A. Goucher, directeur général du Centre d'analyse stratégique et responsable du conseil scientifique du Conseil de sécurité russe, explique que, contrairement aux Occidentaux, les dirigeants russes ont une idée précise des conséquences de leurs actions au Moyen-Orient et des conséquences éventuelles de l'arrivée au pouvoir des « terroristes » en Syrie. La carte géopolitique du Moyen-Orient en serait chamboulée, le risque serait grand d'entrer dans une spirale de guerres de civilisation. **L'implication des forces russes en Syrie est une lutte assumée et cohérente contre le terrorisme international.** L'expert juge que l'intervention russe en Syrie a renforcé le prestige de Moscou dans le monde et ouvre la voie à la redéfinition du système de sécurité au Moyen-Orient (revue [Strategiya Rossii](#), janvier 2016).

Les tentatives de bloquer la communication de l'EI sur l'Internet russe ont en partie échoué : l'organisation a étendu son réseau et sait déjouer les tentatives de blocages. En revanche, **la propagande de l'EI ne se renouvelle plus et semble moins attractive. Le nombre de départs de ressortissants russes vers le Levant est en baisse** – en partie parce que la plupart des combattants sont déjà sur le terrain, mais aussi parce que l'État islamique, avec ses alliés islamistes « modérés », est en passe de perdre la guerre. La visite à Moscou de l'émir du Qatar, pays qui soutient les terroristes, en est un indicateur ([Vzgliad](#), 8 février 2016).

<[Lenta.ru](#)> (20 janvier 2016) rend compte de l'évolution de la stratégie du groupe État islamique (EI) sur le Web. Après s'être tournés vers les réseaux sociaux russes en raison de la surveillance des plateformes occidentales, et en particulier vers le service russe de messagerie chiffrée Telegram, **les djihadistes se sont heurtés à une législation russe devenue nettement plus sévère contre les utilisateurs des sites djihadistes.** Afin de contourner ces plateformes, l'EI a développé sa propre application de messagerie chiffrée, Alrawi, compatible avec Android. Contrairement à WhatsApp, Viber ou Telegram, Alrawi n'est pas gérée par un opérateur. Ses membres ne peuvent donc pas être censurés ou exclus.

## Islam / Caucase du Nord

**Des « mouvements tectoniques » agitent le Caucase et probablement l'ensemble de la communauté musulmane de Russie.** L'islam soufi traditionnel est en perte de vitesse, de plus en plus contesté par un islam

---

## Points clés

- Au Caucase du Nord, l'islam soufi traditionnel est en perte de vitesse, contesté par un islam « nouveau », inspiré du salafisme moyen-oriental.
  - L'exposition médiatique de Ramzan Kadyrov serait avant tout un message adressé au Kremlin à la veille de la fin de son mandat à la tête de la Tchétchénie.
- 

« nouveau », inspiré du salafisme moyen-oriental. Bien que les combattants « wahhabites » aient été éliminés au début des années 2010, les « nouveaux croyants », notamment au Daghestan et en Ingouchie, pèsent sur l'équilibre des forces dans la région. Ces changements, progressifs et peu remarqués, deviennent de plus en plus perceptibles. Ainsi, les dirigeants des républiques d'Ingouchie et de Tchétchénie ne soutiennent pas les mêmes orientations idéologiques : R. Kadyrov accuse à demi-mots le président ingouche Yunus-Bek Evkurov de faire le jeu des « wahhabites ». La tolérance du Président ingouche envers les salafistes coïncide avec la construction en Ingouchie d'un centre islamique financé par le Qatar et pourrait également être liée à la perspective des prochaines élections ([Novaya Gazeta](#), 5 février 2016).

Selon le politologue A. Makarkine, vice-président du Centre des technologies politiques, R. Kadyrov se pose en défenseur de l'islam « traditionnel » en Tchétchénie et en dehors de sa république, et aspire à un rôle de « saint patron des soufis » dans le Caucase du Nord en plus d'un rôle politique qu'il souhaite plus visible au plan fédéral. Au Daghestan, l'enjeu est à la « reprise du contrôle » des mosquées par les autorités, largement investies par les salafistes, qui jouissent, comme en Ingouchie, d'un large soutien populaire. Le niveau de violence est élevé au Daghestan (deux imams tués en septembre dernier), et les « élites laïques » ne parviennent pas à s'accorder sur un consensus politique. Cependant, **la « méthode Kadyrov » – expulser les salafistes de l'espace public – ne résout pas le problème : il faut s'attaquer en priorité aux problèmes sociaux et à la corruption, les deux principaux maux de la région** ([Politcom.ru](#), 8 février 2016).

**L'exposition médiatique de Ramzan Kadyrov serait avant tout un message adressé au Kremlin** qui, à ce stade, ne lui aurait pas donné de garanties pour sa reconduction à la tête de la Tchétchénie (son mandat prend fin en avril). Kadyrov pourrait être « promu » à un poste fédéral mais perdrait alors ses leviers financiers et politiques. Son maintien à Grozny demeure possible, mais pourrait s'accompagner d'une baisse des subsides de l'État, ([Vedomosti](#), 4 février 2016).

## Cyber / Information

Le rédacteur en chef de la revue « Défense nationale » (*Natsional'naya oborona*), I. Korotchenko, relativise l'importance de la cyber-guerre dans les conflits. Le cyber n'est pas devenu, selon lui, un facteur décisif dans la stratégie militaire. En outre, **la Russie est bien moins vulnérable que les États-Unis, où Internet s'est développé comme un réseau avant tout militaire**. En Russie le système de commandement militaire des forces armées n'est pas connecté à Internet et ne peut pas subir d'attaques à distance. Le retard technologique se transforme ainsi en avantage stratégique ([Svobodnaya pressa](#), 31 janvier 2016).

Selon la revue *Expert*, les récentes « attaques coordonnées » des médias américains et britanniques contre le président Poutine (film de la BBC, accusations de corruption et d'implication dans le meurtre d'Alexandre Litvinenko, etc.) ne visent ni à provoquer un changement de régime en Russie ni à humilier le peuple russe. En réalité, **« la guerre de l'information contre Poutine » est destinée aux populations « occidentales »**. Aux États-Unis – où la « question russe » s'est invitée dans la campagne présidentielle – et au sein de l'UE, une partie de la population a de la sympathie pour un leader fort, capable de défendre les intérêts nationaux de son pays. Ce clivage profite à la Russie car il génère des débats ([Expert](#), 5 février 2016).

---

## Sources utilisées

### Journaux

- Argumenty i Fakty
- Kommersant
- Nezavissimaya Gazeta
- Nezavissimoe Voennoe Obozrenie
- Novaya Gazeta
- Rossiyskaya Gazeta
- Vedomosti
- Vzgliad
- Zerkalo Nedeli (Ukraine)

### Revues

- Expert
- Indeks Bezopasnosti
- International Trends
- Rossiya v globalnoy politike
- Strategiya Rossii

### Think Tanks et portails d'information

- Carnegie.ru
  - Centre de conjoncture politique
  - Gazeta.ru
  - Lenta.ru
  - Planetoday.ru
  - Politcom.ru
  - RIA Novosti
  - Russia Direct
  - Svobodnaya Pressa
- 

## Énergie

Selon le président de Rosneft', I. Setchine, **les compagnies russes peuvent résister longtemps à la crise grâce à un niveau d'endettement bas et des coûts de production compétitifs**. Le marché pourrait être stabilisé à court terme si les producteurs s'entendent sur la baisse de la production de pétrole d'un million de barils par jour. Dans l'avenir, seuls les contrats de long terme sont à même d'assurer la stabilité (*Kommersant*, 10 février 2016).

Ch. Enikeïev, directeur de l'Institut international de l'énergie à l'Université européenne de Saint-Petersbourg et du Centre international de l'énergie à Oxford, estime que **la Russie a actuellement une très faible marge de manœuvre en matière énergétique**. Les scénarios alternatifs (meilleure exploitation des gisements traditionnels avec de nouvelles technologies et changement structurel du secteur pétrolier avec la création de plusieurs petites compagnies sur le modèle américain) sont peu probables à cause des sanctions et des contraintes du modèle économique russe. Il sera impossible pour la Russie de maintenir les volumes actuels de production, et les compagnies russes comme Rosneft', qui mènent de grands projets coûteux, seront les grandes perdantes face aux producteurs de gaz de schiste américain, même si les prix du pétrole repartent à la hausse (*Vedomosti*, 2 février 2016).

Par la voix de son vice-président A. Medvedev, Gazprom se défend de vouloir pratiquer une stratégie « saoudienne » en baissant les prix pour évincer ses concurrents. Cependant, selon certains experts, l'entreprise est parfaitement en mesure de se livrer à une guerre des prix en augmentant ou en réduisant la production. La compagnie a des réserves d'extraction de 100 milliards de m<sup>3</sup>, ce qui représente un quart de la production de Gazprom et environ 3 % de la production mondiale. **Une guerre des prix du gaz rendrait l'exportation du GNL américain vers l'Europe peu rentable et permettrait à Gazprom de défendre sa part de marché en Europe**. La Russie pourrait ainsi en tirer un bénéfice politique en limitant les possibilités de diversification des approvisionnements énergétiques pour l'UE (*Expert*, 4 février 2016).

E. Kasaev, membre du conseil d'experts de l'Union du pétrole et du gaz russes, juge que **la mise en œuvre du Concept énergétique de l'UE, présenté en 2015, aura des répercussions négatives sur les exportations russes : le Concept** envisage de réduire la dépendance énergétique européenne à l'égard de la Russie en s'appuyant sur des partenaires traditionnels (Norvège) et nouveaux (Azerbaïdjan, Turkménistan, Afrique du Nord, Irak, et potentiellement l'Iran) (revue *Strategiya Rossii*, janvier 2016).